MEDIAPART

ÉLYSÉE ET GOUVERNEMENT ANALYSE

Emmanuel Macron, un funambule sur le fil du déni pour ses vœux présidentiels

Pour ses sixièmes vœux de la Saint-Sylvestre, le président de la République a confirmé sa volonté de mener à bout la réforme des retraites. Avare en annonces, muet sur les salaires ou le logement et inconséquent sur la catastrophe climatique, le chef de l'État a surtout voulu faire la part belle, dans son allocution, aux promesses d'avenir radieux.

Ilyes Ramdani

31 décembre 2022 à 22h42

Face aux colères qui montent et aux difficultés qui s'amoncellent, Emmanuel Macron a tenté de s'ériger en président *« bâtisseur »*, samedi 31 décembre à l'occasion de ses vœux aux Français·es. Le président de la République a consacré les dix-huit minutes de son allocution à convaincre le pays qu'il était à l'action, invoquant une demi-douzaine de fois son *« travail »* et son *« engagement »*.

Au nom de son *« ambition intacte »* de *« continuer »* à *« transformer le pays »*, Emmanuel Macron a confirmé sa volonté de réformer le système de retraites. *« Il nous faut travailler davantage »*, a-t-il redit. Malgré la vive opposition des organisations syndicales, l'exécutif n'a visiblement pas changé de cap. *« Les nouvelles règles s'appliqueront dès la fin de l'été »*, a indiqué le chef de l'État, avant de confirmer qu'elles mèneraient à *« l'allongement de nos carrières »*, *« par étapes sur dix ans »*.

Emmanuel Macron lors de ses vœux, le 31 décembre 2022. © Photo Julien De Rosa / AFP.

Le détail de la réforme, lui, ne sera connu que le 10 janvier. Après avoir reporté sa présentation, initialement prévue le 20 décembre, Emmanuel Macron a laissé à sa première ministre, Élisabeth Borne, le soin d'annoncer les mauvaises nouvelles. Les modalités de la réforme sont encore soumises à l'arbitrage présidentiel, à commencer par le nouvel âge légal de départ à la retraite (64 ou 65 ans).

Plus généralement, Emmanuel Macron a tout tenté pour convaincre les Français·es que son second quinquennat ne sera pas celui de l'inaction. D'anaphore en anaphore, le chef de l'État a martelé sa soif de *« transformation »*, face aux *« pesanteurs »*, aux *« bonnes raisons de faire comme avant »* et à *« la tentation de l'esprit de défaite »*. *« C'est parfois trop peu, encore souvent trop lent*, a-t-il esquissé. *Et comme vous, je m'impatiente. »* Une rhétorique de l'auto-insatisfaction maintes fois jouée mais toujours plébiscitée.

Las de voir son action réduite à la gestion des crises, le président réélu a tenté de s'inscrire lui-même dans la longue marche de l'histoire. *« Il y eut des générations pour résister, d'autres pour reconstruire, d'autres encore pour étendre la prospérité conquise »*, a-t-il énuméré. Et la sienne ? *« Soyons cette génération de bâtisseurs »*, a exhorté Emmanuel Macron, soulignant sa *« charge »* de *« refonder nombre des piliers de notre nation »*, à l'aube du *« nouveau chapitre d'une rude époque »*.

Les salaires et le logement, absents éloquents des vœux présidentiels

L'allocution présidentielle a ensuite pris la forme d'une feuille de route pour l'année qui vient, de l'immigration à la planification écologique en passant par la *« refonte des services publics »* et le combat pour la laïcité , l'égalité femmes-hommes et *« contre toutes les discriminations »*. Dans une succession de déclarations d'intention suffisamment vastes pour ne mécontenter personne, le locataire de l'Élysée a tout de même rappelé que, pour lui, la

lutte pour une *« société plus juste »* ne passait *« pas par plus d'impôts »*.

Rappelant en creux son opposition à la taxation des profits des plus riches, Emmanuel Macron a limité ses engagements sociaux à l'amélioration du champ scolaire et universitaire ainsi qu'à la réindustrialisation du pays. Comme souvent, ce sont les silences du président de la République qui se sont révélés les plus bavards.

Il n'a pas eu un mot sur les salaires, par exemple, alors que les grèves se succèdent et que les manifestations se préparent. La question du logement, elle aussi, a brillé par son absence. En crise notoire, menacé (y compris par le ministre des comptes publics) de coupes budgétaires, le secteur n'a pas eu le réconfort d'un petit mot présidentiel. Pas plus que les enfants à la rue, dont le nombre est estimé à deux mille par les associations, ou que les locataires précaires, visés par une loi adoptée en décembre avec l'aval de son gouvernement.

L'heure n'était pas aux mauvaises nouvelles, semble-t-il, pour un chef de l'État décidé à esquisser un horizon meilleur. Son ton a bien changé, par exemple, au sujet de la crise énergétique. Fin août, il annonçait *« la fin de l'abondance et de l'insouciance »* et demandait au pays de se préparer au pire. Ce samedi, il a voulu se montrer rassurant. *« Si nous continuons comme ça, nous y arriverons »* sans coupure d'électricité, a-t-il promis. Même optimisme sur le retour du Covid-19 : *« Nous pourrons faire face. »*

La cure d'optimisme présidentiel a toutefois frisé la dissonance cognitive. Les grèves de décembre, la hausse des prix de l'essence et de l'alimentation, les mobilisations sociales à venir, la crise aiguë de l'hôpital et de l'école, l'état exécrable de ses relations avec les forces d'opposition, les affaires toujours plus nombreuses à viser ses proches : tous ces boulets n'existaient pas, samedi soir, comme emportés par la magie des fêtes de fin d'année.

Les élections législatives qui l'ont privé, en juin, de majorité absolue à l'Assemblée nationale, ont également semblé disparues de la mémoire présidentielle. Emmanuel Macron s'est contenté de rappeler que les Français·es ont *« renouvelé notre Assemblée nationale »* puis insisté sur l'élection présidentielle au cours de laquelle ils et elles ont *« décidé de [lui] confier un nouveau mandat »*.

> « Qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires, encore cet été dans notre pays ? »
>
> Emmanuel Macron a fait « tomber de [leur] chaise » les écologistes.

Dans une formule que les esprits les plus mal intentionnés prendront pour une provocation, le président de la République a même évoqué *« une année démocratique intense »*. Sans préciser s'il avait en tête le score historique de l'extrême droite à l'élection présidentielle, l'élection de 89 de ses représentant·es à l'Assemblée nationale, sa propre défaite électorale ou le recours par dix fois de son gouvernement à l'article 49-3 de la Constitution pour passer en force au Parlement.

Une autre formule de son allocution a fait réagir – et même *« tomber de [sa] chaise »* Marine Tondelier, la secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts (EELV). *« Qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires, encore cet été dans notre pays ? »*, s'est demandé Emmanuel Macron. *« Évidemment, personne ne l'avait prévenu »*, a ironisé sur Europe 1 la cheffe de file du parti écologiste. Sur Twitter, elle a critiqué un *« président déconnecté »*, rappelant les multiples alertes scientifiques depuis *« des décennies »*.

Jean-Luc Mélenchon, le leader de La France insoumise, a commenté avec une pointe d'indifférence l'allocution

présidentielle, renvoyant l'attention aux mobilisations de rentrée. *« Au bout de cinq ans de vœux de Macron, je crois qu'ils portent la poisse*, a écrit l'ancien candidat à la présidentielle. *16 degrés à Paris le 31 décembre. Ça va chauffer en janvier ! Bonne année. »* Pas plus d'enthousiasme à droite, où Éric Ciotti, le président du parti Les Républicains (LR), a évoqué les *« vœux pieux »* d'un président *« commentateur de ses pseudo-réussites et de ses vrais échecs »*.

Sur le plan international, enfin, Emmanuel Macron a réservé un pan de son discours aux suites de l'invasion russe en Ukraine. Critiqué, notamment en Europe centrale et orientale, pour sa position d'ouverture à l'égard de Vladimir Poutine, le chef de l'État français a tenté de rassurer ses alliés. *« Durant l'année qui s'ouvre, nous serons sans faillir à vos côtés »,* a-t-il promis à ses *« amis ukrainiens »*. *« Votre combat pour la défense de votre nation est héroïque et il nous inspire* [...] *Nous vous aiderons jusqu'à la victoire et nous serons ensemble pour bâtir une paix juste et durable. »*

Ilyes Ramdani

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.